



## Le Monde diplomatique

 Recherche

[LE MENSUEL](#)
[PUBLICATIONS](#)
[SUR LE SITE](#)
[S'ABONNER](#)
[BOUTIQUE](#)
[FAIRE UN DON](#)

Archives — Avril 2010

OR NOIR CONTRE PEUPLES PREMIERS CANADIENS

### Sous les sables bitumineux de l'Alberta

A FORCE DE CADEAUX FISCAUX, D'ABSENCE DE RÉGULATION ET DE LAXISME ENVIRONNEMENTAL, LES CONSERVATEURS AU POUVOIR EN ALBERTA ONT TRANSFORMÉ, AVEC L'AIDE D'OTTAWA, LE NORD DE LA PROVINCE EN UN SUPERMARCHÉ DU PÉTROLE SALE AU PROFIT DES MULTINATIONALES ET DU VOISIN AMÉRICAIN. LA FORÊT BORÉALE EST SACRIFIÉE, TOUT COMME LES PREMIÈRES NATIONS DE LA RÉGION.

PAR EMMANUEL RAOUL



Aborigènes, Entreprise, Amérindiens, Industrie, Pétrole, Santé, Environnement, Pollution, Canada

Lien Imprimer

**Emmanuel Raoul**

Journaliste.

Vous appréciez notre site ?  
Aidez-nous à en maintenir  
la gratuité.

Soutenez-nous,  
abonnez-vous.

Vous pouvez également  
faire un don.

Une seule « route de glace », ouverte de la mi-décembre à la mi-mars, traverse cinq rivières gelées et conduit à Fort Chipewyan, à 700 kilomètres au nord d'Edmonton, la capitale de l'Alberta. En dehors de l'hiver, il faut faire le voyage à bord d'un petit avion pour rejoindre cette province de l'ouest du Canada. Comptoir de traite de la fourrure fondé en 1788, « Fort Chip » fut la première colonie britannique en Alberta. Malgré sa vue imprenable sur le lac Athabasca et ses îles boisées, l'unique hôtel est à vendre depuis des années — le tourisme n'a jamais décollé. Les journalistes qui viennent jusqu'ici le font rarement pour la beauté ou l'intérêt historique du site, mais pour le taux alarmant de cancers : 30 % de plus que la moyenne provinciale (1). Pour beaucoup, le suspect numéro un se trouve à 230 kilomètres en amont, là où la rivière Athabasca serpente au milieu d'immenses mines à ciel ouvert et de 130 kilomètres carrés de bassins de décantation de l'industrie pétrolière.

Ici se joue en effet la plus grande ruée vers l'or noir de l'ère moderne : plus de 170 milliards de barils, soit la deuxième réserve mondiale, sont enfouis sous la forêt boréale, sur une superficie équivalant au quart de la France. L'extraction et la transformation de ces sables bitumineux (2) nécessitent des quantités indécentes d'eau (cinq barils pour un de pétrole) et provoquent des dommages irréparables à l'environnement.

« Il y a cinquante ans, si une ou deux personnes de la communauté mouraient dans l'année, c'était beaucoup. En 2009, durant le seul mois d'avril, nous en avons enterré sept. Que se passe-t-il ici ? » Tout en grattant des billets de loterie, M. Alec Bruno ajoute avec fatalisme : « D'ici quelques décennies, je ne vois pas ce qu'il restera pour les jeunes générations. Nous sommes un peuple qui vit de la terre, et tout cela est en train de disparaître. » Il range les tickets ; le gros lot sera pour une autre fois. Cet « ancien » des Amérindiens Chipewyan Athabasca (3) siège, sans illusion, dans les comités consultatifs mis en place par les

compagnies pétrolières : *« Elles ont déjà les autorisations avant de venir nous voir ! On ne peut pas les arrêter, on essaye juste de leur faire modifier leurs pratiques pour limiter les atteintes à l'environnement et minimiser les risques pour nous qui vivons en aval. »*

Il y a une dizaine d'années, les habitants de Fort Chipewyan ont commencé à pêcher des poissons difformes au goût de pétrole. Puis le médecin local a été confronté à plusieurs cas d'un cancer rare des voies biliaires dont l'incidence est, normalement, de 1 sur 100 000. Or il y a ici à peine un millier d'habitants. Au printemps 2006, le Dr John O'Connor s'interroge publiquement sur la responsabilité de l'industrie pétrolière. Mal lui en prend. Santé Canada, l'administration fédérale, le poursuit pour *« attitude non professionnelle »* causant *« une inquiétude injustifiée »*. Meurtri par ces attaques, il quitte la région en 2007.

Après des années de déni, les services sanitaires de l'Alberta reconnaissent, au début de 2009, un taux de cancers élevé, mais tempèrent ces résultats *« fondés sur un petit nombre de cas (51 observés sur 39 attendus) »* et concluent : *« Il n'y a pas de raison de s'alarmer (4). »* L'étude ne se prononce pas sur l'origine de la maladie, peut-être due *« au hasard, à une meilleure détection ou à des changements dans le mode de vie ou l'environnement »*. Officiellement disculpé, le Dr O'Connor regagne la région en novembre 2009 : *« J'avais atteint mon objectif en attirant l'attention que "Fort Chip" réclamait depuis des années. Je ne dis pas que les sables bitumineux sont à l'origine des cancers, je pose la question. »*

Les cancers étant plurifactoriels, il est quasi impossible de déterminer une cause unique. *« Il faut plutôt se demander si les niveaux de toxines dans l'air, l'eau, les poissons et les animaux sont élevés au point d'avoir un impact sur la santé »*, explique le Dr Kevin Timoney. Chargé par la communauté de « Fort Chip » d'étudier la pollution, il a trouvé dix à cinquante fois plus de mercure que la normale dans certains poissons, et bien plus d'hydrocarbures en aval des mines qu'en amont (5).

### **« Je me suis dit : "C'est ton travail qui les tue !" »**

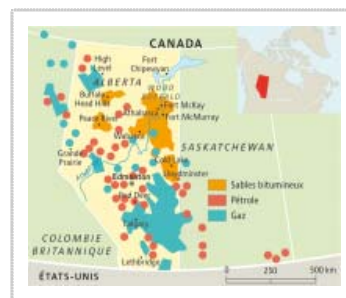
Les autorités s'en tiennent à un argument : la présence d'hydrocarbures et de mercure dans la rivière est d'origine naturelle, les sables bitumineux affleurant les bancs par endroits. C'est ce qu'a voulu vérifier une équipe de chercheurs renommés. Le 6 décembre 2009, ils se sont rendus à Fort Chipewyan pour y révéler leurs conclusions : par ses rejets de composés aromatiques polycycliques (CAP) (6) dans l'atmosphère, l'industrie cause l'équivalent d'une marée noire chaque année (7) ! Dans un rayon de 50 kilomètres autour des usines de valorisation — où le bitume est extrait du sable, puis transformé en pétrole lourd, étape obligatoire avant le raffinage —, on trouve du bitume pur dans la neige. Dans l'Athabasca et ses affluents, la concentration en CAP est de dix à cinquante fois supérieure à la norme et pourrait expliquer les malformations des poissons. Femmes enceintes et enfants se sont vu recommander de n'en manger qu'une fois par semaine. Or l'alimentation traditionnelle amérindienne repose sur la pêche et sur la chasse.

*« Ces formes rares de cancer, c'est comme une guerre bactériologique »*, assène M. Mike Mercredi, un bonnet à l'effigie du « Che » sur le crâne. *« En laissant la maladie tuer mon peuple, on pratique une sorte de génocide. »* Au mur, une affiche clame son credo :

« *We resist colonization* » (« Nous résistons à la colonisation »). Dès la fin du lycée, M. Mercredi a travaillé dans les mines, conduisant les plus gros camions du monde pour 5 000 dollars canadiens (3 500 euros) mensuels (8). « *Lorsque ma tante, mon oncle, puis un ami de 27 ans sont partis à cause de cancers, je me suis dit : "C'est ton travail qui les tue !" Je suis descendu de mon camion et j'ai démissionné.* » En février 2007, sa tribu athabasca chipewyan l'a embauché : « *L'idée était qu'un jour il n'y aurait plus de vie possible ici. Je devais donc recueillir le savoir traditionnel des anciens pour montrer aux futures générations comment était la vie avant le développement industriel. Puis je me suis dit : "Que faire pour empêcher la destruction de mon peuple et de cette terre ? L'exploitation des sables bitumineux doit cesser !"* » Depuis, M. Mercredi martèle ce message lors de conférences à travers le pays.

S'il donne de la voix, sa tribu a choisi la loi, poursuivant l'Alberta pour l'attribution de baux encerclant un cimetière traditionnel. « *Le gouvernement a le devoir de nous consulter, c'est établi par la jurisprudence*, explique M. John Rigney, administrateur de la tribu (9). *Notre plainte a été rejetée, mais nous faisons appel et sommes prêts à aller jusqu'à la Cour suprême. Ça va être une sacrée bataille. C'est David contre Goliath, nous avons si peu d'argent...* »

Avec ses milliards de dollars et le soutien provincial et fédéral, l'industrie pétrolière semble intouchable. Pour acheter la paix sociale, certaines compagnies distribuent quelques miettes de leurs profits colossaux : l'équipement du centre pour la jeunesse a ainsi été financé par Syncrude à hauteur de 500 000 dollars. En ce jour de novembre 2009, cette compagnie invite les Chipewyans à un dîner de Noël dans la salle des fêtes. L'ancien chef Archie Cyprien défend les généreux donateurs : « *Syncrude fait beaucoup pour la communauté, avec ses subventions et par la création d'emplois. L'industrie est là pour longtemps, mieux vaut apprendre à vivre avec.* » A la fin de la soirée, chaque famille reçoit une dinde et les enfants des chocolats. « *C'est l'aspect le plus agréable de mon travail*, explique d'un air enjoué M. Steven Gaudet, de Syncrude. *C'est vrai que les premières nations (10) ont des attitudes variées à notre égard, mais nous avons besoin d'elles et voulons que leurs communautés grandissent avec nous. Nous leur offrons formations et emplois : de 8 % à 10 % de nos salariés sont autochtones.* »



« **Marée noire terrestre en Alberta** »  
par Philippe Rekacewicz, avril 2010.

M. Mercredi, lui, n'effectue qu'un bref passage. Il se refuse à être le dindon de la farce : « *Les dirigeants de Syncrude se soucient avant tout de l'image de l'entreprise ; ils savent très bien le mal qu'ils font, alors, pour alléger leur conscience, ils disent au monde : ce village est en voie d'extinction, mais ses habitants sont très contents de manger des dindes.* »

Syncrude dit avoir dépensé plus de 1,2 milliard de dollars en sous-traitant avec les entreprises autochtones depuis 1992. Isolé, Fort

Chipewyan n'a signé que peu de contrats avec l'industrie. Mais, si l'on remonte l'Athabasca, Fort McKay se trouve dans une tout autre situation. Avec six mines dans un rayon de 30 kilomètres, le hameau est encerclé par ces étendues lunaires de sable gris ayant remplacé marais et forêt ; des lacs artificiels remplis de 720 millions de mètres cubes de soupe toxique offrent aux oiseaux une pause éternelle et mazoutée ; les usines crachent flammes et fumées à côté de collines jaunes de soufre. *« C'est un choix difficile, admet le chef Jim Boucher, mais nous essayons de développer la capacité de la communauté à tirer un maximum d'avantages de ces possibilités. »*

Fort McKay Group of Companies, consortium 100 % aborigène, a réalisé 85 millions de dollars de chiffre d'affaires en 2007 en fournissant divers services à l'industrie. Il a aussi signé un partenariat avec Shell pour exploiter conjointement 33 kilomètres carrés de sables bitumineux. Les habitants se sont accoutumés aux procédures d'évacuation et à l'odeur du pétrole dans l'air. Le chef vante les bénéfices de ces activités : un chômage inférieur à 5 %, une clinique, un centre pour la jeunesse, 170 logements neufs...

Aucun des officiels ne répondra à nos demandes d'entretien. En revanche, une ancienne de Fort McKay, Mme Celina Harpe, nous reçoit dans sa maisonnette au bord de l'Athabasca. A 71 ans, elle évoque avec tristesse un monde disparu : *« Toute ma vie, j'ai bu l'eau de cette rivière. Mais, depuis qu'il y a ces usines, ce n'est plus possible. Elle est devenue brunâtre et il n'y a pas besoin d'être un scientifique pour voir qu'elle n'est plus bonne à boire. Alors on doit acheter de l'eau en bouteille. »* Son mari, M. Ed Cooper, alias Muskwa — « l'ours » en déné —, brandit une bouteille de 50 centilitres : *« Elle coûte 2 dollars dans le magasin le plus proche. C'est cher pour de l'eau, non ? »*

Il y a quelques années, Mme Harpe a interpellé des représentants de Suncor et Syncrude : *« Vous avez empoisonné l'eau, maintenant vous devez nous en donner ! »* Depuis, commente son époux, *« ils nous en livrent gratuitement deux fois par mois, mais juste aux anciens, les autres doivent payer »*. Mme Harpe sort les mocassins en peau d'orignal et fourrure de castor qu'elle fabrique de ses mains. *« Je suis la dernière à coudre, à Fort McKay. Toute notre culture a disparu, notre mode de vie traditionnel n'existe plus, c'est fini. »*

### **« Le développement est une énorme bête qu'on ne peut arrêter »**

Il suffit de rouler 45 kilomètres vers le sud pour découvrir ce qui a remplacé ce mode de vie. Encombrée de pick-up et de poids lourds, l'autoroute 63 mène à Fort McMurray. En pleine forêt boréale, une vitrine du monde occidental : supermarchés et centres commerciaux, fast-foods et magasins d'alcool à chaque coin de rue, casino et bars à strip-teaseuses, drogues à profusion et sans-abri hagards. Longtemps surnommé « l'usine à fourrures », cet ancien village de trappeurs et de bûcherons est devenu « Fort McMoney », les effluves de pétrole évoquant l'odeur de l'argent pour des cohortes de jeunes actifs. Le nombre d'habitants y a triplé depuis le boom des sables bitumineux, passant de 34 000 en 1994 à 101 000 en 2009.

Comment la ville-champignon gère-t-elle sa mutation ? *« Pas très bien »*, reconnaît avec un sourire Mme Melissa Blake. Elue maire en 2004, elle dirige l'une des plus grandes communes du monde, la municipalité régionale de Wood Buffalo : plus de 63 000 kilomètres

carrés couverts de forêt, truffés de sites miniers et industriels — quasiment la superficie de l'Irlande. Fort McMurray en est la seule ville. *« En termes d'infrastructures, nous n'étions pas préparés à une croissance aussi brutale. »* La hausse de la population — 8 % par an — a fait du secteur de l'immobilier le plus cher du pays : une maison de quatre chambres atteint plus de 620 000 dollars. Mieux vaut ne pas tomber malade, car il y a 1,7 médecin pour 10 000 habitants, et un urgentiste peut recevoir jusqu'à 156 patients en douze heures (11) !

*« Je déteste cette ville : j'en suis parti sept fois, mais j'y reviens toujours, car il n'y a que là où je puisse gagner autant d'argent »,* avoue un jeune homme, dans un bar. Cet ouvrier gagne 32 dollars de l'heure, soit quatre fois le salaire minimum de sa province, la Colombie-Britannique. Toutefois, 98 % des habitants de Fort McMurray ne comptent pas y prendre leur retraite (12) ; de ce fait, ils se soucient peu de l'impact de l'industrie pétrolière sur l'environnement ou sur les premières nations.

Dans une famille chipewyan, plusieurs générations se régalaient de pizzas et de nourriture chinoise devant la télé. Tous ont travaillé ou travaillent encore pour l'industrie pétrolière : *« Dès l'école, tout nous y prépare, se souvient une jeune femme : les coloriages, les jouets... C'est du lavage de cerveau. »* *« On n'a pas d'autre choix que bosser pour eux si on ne veut pas être pauvre »,* raconte Herman, 41 ans, qui a été conducteur d'engins pour Suncor, Syncrude et Shell. *« Avant, nous chassions pour vivre, mais maintenant, je suis devenu un "Sobeys boy" (13). »* Après des problèmes de santé, il s'apprête à reprendre son emploi : *« Je déteste ça, mais je dois y retourner, il me faut payer 1 400 dollars par mois pour le terrain de ma caravane. »* Tous se montrent sévères vis-à-vis de la tribu de Fort McKay : *« L'idée de réussite individuelle a corrompu notre peuple, se lamente Max. L'industrie nous a divisés. »*

Une visite au conseil tribal de l'Athabasca confirme ce constat. Réunissant les cinq premières nations de la région — environ 5 000 personnes —, cette structure leur fournit conseils et services, mais n'a pas de pouvoir politique, chaque tribu se gouvernant elle-même. Son directeur, M. Roy Vermillion, demeure prudent à l'heure de s'exprimer sur les sables bitumineux : *« Les tribus ont des approches différentes. Si toutes se soucient de l'environnement, elles ne profitent pas des mêmes possibilités selon leur emplacement. Leur position est difficile : comme la plupart des peuples indigènes, elles se voient en protectrices de "Mère Nature", mais, en même temps, il y a une demande mondiale de pétrole à laquelle notre région peut répondre. Nous essayons de trouver un équilibre. »*

En 2003, les cinq premières nations ont engagé un partenariat avec les représentants de l'industrie et des gouvernements municipaux, provincial et fédéral pour gérer les conséquences du développement dans leurs territoires. Un échec : *« Toutes les parties sont tombées d'accord pour... ne plus travailler ensemble, et pour mettre fin au partenariat en mars 2010, explique M. Vermillion. Chaque nation sera plus directement impliquée via les Industry Relation Corporations [IRC]. »*

Les IRC, comme M. Tony Boschmann pour les Chipewyan Prairie, à 130 kilomètres au sud de Fort McMurray, gèrent les relations des tribus avec les industriels : *« Le développement est une énorme bête qu'on ne peut arrêter. Notre job consiste à les aider à survivre avec ce monstre pour que, dans cinquante ans, la première nation soit toujours là, avec ses traditions préservées. »* Travaillant avec M. Boschmann, le Canadien de type anglo-saxon Shannon Crawley précise : *« Elles ont eu*

*à subir une révolution industrielle de trois cents ans en très peu de temps. Le chef Vern Janvier a eu ses premiers contacts avec l'homme blanc il y a trente-cinq ans. »*

La communauté est cernée de projets pétroliers. Les sables bitumineux y étant trop profonds pour être extraits à ciel ouvert, on utilise les techniques in situ, dont la plus courante est le forage gravitationnel assisté par vapeur (Steam Assisted Gravity Drainage, SAGD) : deux puits parallèles sont creusés, l'un sert à injecter de la vapeur à haute pression qui liquéfie le bitume et l'autre le pompe à la surface. « *C'est du développement durable* », assurent sans rire les représentants de l'industrie pétrolière : le SAGD ne cause pas une destruction aussi spectaculaire que les mines et utilise de plus en plus d'eau saumâtre.

Mise au point en Alberta, grâce à 55 millions de dollars de subventions fédérales, cette technique reste expérimentale. En mai 2006, sur le projet Joslyn de Total, la vapeur a provoqué une explosion en surface, projetant rochers, arbres et bitume, et laissant un cratère de 20 mètres de large. « *Il y a un vrai manque de connaissances scientifiques sur l'impact du SAGD*, regrette M. Boschmann. *On ne sait pas comment communiquent les strates en sous-sol.* » Entraînant miniséismes et affaissements de terrain, le SAGD pourrait contaminer la plus grande nappe phréatique du Canada (14).

Aucune étude d'impact des techniques in situ n'a été effectuée par l'Alberta, dont l'instance de régulation approuve 95 % des projets sans jamais évaluer les effets cumulés des activités minières. Malgré cette absence, plus de la moitié des 140 000 kilomètres carrés riches en sables a déjà été attribuée. « *L'investissement est très risqué*, avertit M. Boschmann, *car les premières nations ont des droits. Elles se battent pour les faire reconnaître.* »

A 200 kilomètres plus au sud, les Cris de Beaver Lake attaquent l'Alberta et le Canada pour... 16 000 violations de leurs droits. Inscrits dans la Constitution en 1982, ceux-ci sont issus des traités signés à la fin du XIXe siècle avec la Couronne britannique. Cédant à celle-ci d'immenses territoires, les premières nations obtenaient la garantie de pouvoir y vivre de manière traditionnelle à perpétuité. N'existant pas en tant que province au moment de leur signature, l'Alberta ne reconnaît pas les traités et estime ne pas devoir consulter les Amérindiens. L'industrie s'en charge, à sa manière. Administrateur de la tribu, M. Gerald Whitford montre deux étagères chargées de classeurs : « *C'est un seul projet d'extension pour une installation. Ils nous envoient ça et, deux jours après, ils nous demandent par téléphone : "Vous avez des questions ?" Voilà ce qu'ils appellent consultation.* »

Réputé pour son travail sérieux et documenté, le groupe écologiste Pembina Institute estime que les premières nations et leurs plaintes sont la « *dernière ligne de défense* » pour préserver la nature. Car, côté provincial et fédéral, on a confié ce rôle à des associations financées par l'industrie et sans aucune crédibilité à force de rapports rassurants. Supposé contrôler la qualité de l'eau, le Regional Aquatic Monitoring Program est étrillé par des experts indépendants pour son manque de sérieux scientifique ; il n'a rien vu de la marée noire annuelle. Quant à la Cumulative Environmental Management Association (CEMA), censée gérer les effets cumulés du développement, écologistes et autochtones en ont claqué la porte à cause du blocage exercé par l'industrie, l'unanimité étant requise pour toute décision. Exemple de son inefficacité : un groupe de travail a mis huit ans à élaborer un plan pour préserver jusqu'à 40 % des terres de la municipalité régionale de Wood Buffalo. Au

(1) Yiquan Chen, « Cancer incidence in Fort Chipewyan, Alberta, 1995-2006 », Alberta Cancer Board, Edmonton, février 2009.

(2) Bitume très visqueux aggloméré à du schiste et du sable, à partir duquel on produit du pétrole. Jusqu'à une époque récente, il était trop coûteux et complexe d'exploiter ces sables bitumineux. La hausse du prix de l'or noir et les changements technologiques les ont rendus rentables. Avec 1,4 million de barils par jour, ils constituent la moitié de la production canadienne ; en 2025, ce pourrait être 80 %.

(3) Six cents Cris Mikisew, 200 Chipewyan Athabasca (Déné), 200 métis et une centaine de non-autochtones vivent à Fort Chipewyan.

(4) Hanneke Brooymans, « Cancer rates higher in communities near oil sands : Study », Canwest News Service, Edmonton, 6 février 2009.

(5) Kevin Timoney et Peter Lee, « Does the Alberta tar sands industry pollute ? The scientific evidence », *The Open Conservation Biology Journal* (revue scientifique sous format électronique en libre accès), 2009.

(6) Famille de composés chimiques dont de nombreux sont cancérogènes.

(7) Erin N. Kelly, Jeffrey W. Short, David W. Schindler, Peter V. Hodson, Mingsheng Ma, Alvin K. Kwan et Barbara L. Fortin, « Oil sands development contributes polycyclic aromatic compounds to the Athabasca river and its tributaries », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, Washington, DC,

7 décembre 2009.

(8) Tous les montants cités sont en dollars canadiens.

(9) Les Cris Mikisew ont contesté un projet de route sur leur territoire car ils n'avaient pas été consultés ; en 2000, la Cour suprême du Canada leur a donné raison.

(10) Terme utilisé par les autochtones du Canada pour désigner les Amérindiens.

(11) Michel Sauvé, « **Canadian dispatches from medical : Fort McMurray** », *Canadian Medical Association Journal*, Ottawa, 3 juillet 2007.

(12) Andrew Nikiforuk, *Tar Sands : Dirty Oil and the Future of a Continent*, Greystone Books, Vancouver, 2008, p. 42.

(13) Sobey's est la deuxième chaîne de supermarchés alimentaires du pays.

(14) Carolyn Campbell, « In situ tar sands extraction risks contaminating massive aquifers », *Wild Land Advocates*, vol. 16, n à 5, Calgary, octobre 2008.

(15) Danielle Droitsch, « **Watered down : Overcoming federal inaction on the impact of oil sands development to water resources** », Water Matters, Calgary, octobre 2009.

(16) Conseiller politique de M. Harper jusqu'à sa victoire en 2006, il est considéré comme son maître à penser.

(17) Tom Flanagan, « Resource industries and security. Issues in Northern Alberta », *Canadian Defence and Foreign Affairs Institute*, Calgary, juin 2009.

Marché du pétrole : sous les sables b...

moment où elle a fait ses recommandations, la plupart des terrains avaient déjà été attribués !

Foi aveugle en la technologie et confiance sans faille en l'industrie sont de mise en Alberta. « *Ici, les compagnies s'autocontr lent* », explique M. Preston McEachern, de l'agence provinciale Alberta Environnement : « *Elles ont même tendance à surrapporper les incidents !* » Pourtant, lorsque 1 600 oiseaux sont morts dans un bassin de décantation de Syncrude, en avril 2008, l'alarme vint d'un informateur anonyme. Lorsqu'un nuage de dioxyde de soufre s'est abattu sur Fort McKay, en 2006, il a fallu que le vent porte la puanteur sur la population majoritairement blanche de Fort McMurray pour que l'installation en cause soit fermée ; les stations de contrôle de qualité de l'air n'avaient rien senti. Quant aux fuites toxiques des lacs artificiels, personne n'est capable de les quantifier. Mais, d'après M. McEachern, le chiffre de 11 millions de litres par jour avancé par certains ne représente « *presque rien* » !

### Premiers contacts avec l'homme blanc il y a trente-cinq ans

Pour le journaliste albertain Andrew Nikiforuk, « *la première loi de la p tropolitique* » régit la province : plus le brut grimpe, plus la démocratie d visse. Acquis au lobby gazo-pétrolier, les conservateurs règnent sur l'Alberta depuis trente-neuf ans. Des organisations non gouvernementales (ONG) interpellent le gouvernement fédéral pour qu'il protège enfin les ressources en eau et les humains qui en dépendent : 445 millions de mètres cubes par an sont prélevés dans l'Athabasca, soit la consommation d'une ville de trois millions d'habitants (15). L'industrie paie-t-elle cette eau ? L'air étonné, les représentants d'Alberta Environnement et de l'industrie pétrolière répondent « non ».

A Ottawa, derrière le premier ministre Stephen Harper se profile le pire ennemi des Amérindiens : M. Tom Flanagan (16). Ce penseur ultraconservateur leur conteste l'appellation « *native* », arguant qu'il s'agit... d'immigrés ayant précédé les Européens de quelques milliers d'années. En concluant que leurs revendications territoriales sont sans fondement, il plaide pour la disparition des droits aborigènes. Alors que le Canada n'a pas signé la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, l'application de ses thèses saperait les poursuites judiciaires des premières nations, qu'il va jusqu'à accuser : elles menacent l'industrie pétrolière et « *risquent* » de verser dans l'action violente aux côtés d' coterroristes (17).

EMMANUEL RAOUL.

### Cartographie



Mer Noire terrestre en Alberta

### Voir aussi

- Main basse sur le pétrole, par Emmanuel Raoul

### Soutenez-nous !

Les ressources offertes par ce site ne peuvent exister sans le soutien

financier de nos lecteurs, qui s'abonnent au journal ou qui l'achètent en kiosques. **Cette dépendance est la seule qui nous convienne.**

Faites un don

**Abonnez-vous**

---

Édition imprimée — avril 2010 — Pages 14 et 15

[Qui sommes-nous ?](#) - [Ours](#) - [Abonnements](#) - [Boutique](#) - [Informatique et libertés](#) - [Logiciels](#) - [Articles récents](#)

